



La Commune



Dossier : la dette n'est pas celle des peuples

On n'a de cesse de nous parler de dette nationale, de dette publique ou de dette souveraine, cette dette que nous aurions contractée car vivant honteusement au dessus de nos moyens et que nous sommes en passe de transmettre lâchement à nos descendants. Ce discours, le pouvoir et les médias nous le servent à longueur de temps, dans un matraquage incessant. Il ne s'agit en fait que d'un mensonge pur et simple. Une entreprise de culpabilisation dont le seul but est de nous pressurer toujours davantage.

Qu'est-ce qu'une dette?

Comme chacun sait, il y a dette lorsqu'il y a emprunt. Si quelqu'un vous prête quelque chose, vous avez une dette envers lui et inversement. Chacun a le droit de s'endetter pourvu qu'il trouve un prêteur qui soit d'accord pour lui prêter une somme d'argent contre une reconnaissance de dette. Mais une dette, par principe, ça se rembourse. Et dans l'inconscient collectif, rembourser ses dettes, "c'est bien".

Comment ça marche ?

Pour un particulier, le plus souvent, la dette sera contractée auprès d'une banque et remboursée sur plusieurs mois ou années, moyennant des intérêts qui s'ajoutent à la dette.

La dette, c'est une sorte d'avance sur salaire. On met à la disposition de l'emprunteur, qui a été reconnu solvable, une somme d'argent qu'il n'a pas encore gagnée par les revenus de son activité. Les remboursements seront finalement de l'argent "écarté" par l'emprunteur car il a, en quelque sorte, déjà été dépensé et n'a donc plus d'existence effective.

Pour un pays comme la France c'est le même principe de base mais très différent en termes d'échelle et de fonctionnement. Un État emprunte ce qu'il percevra en recettes fiscales l'année suivante.

Étant donné qu'il n'a plus le droit d'obtenir un prêt auprès de sa banque centrale (cf article 104 du traité de Maastricht, puis article 123 du traité de Lisbonne), il va s'adresser aux "marchés financiers", à savoir des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de pension, bref tout organisme qui pourra lui fournir de l'argent en échange d'une reconnaissance de dette nationale.

Ce qu'il faut bien réaliser, c'est que l'argent, la monnaie, le moindre euro, n'est que la contrepartie, l'équivalent, la conversion d'un travail, (travail salarié pour sa quasi totalité, effectué ou sur le point de l'être), en un moyen d'échange.

Ce qu'une banque prête ne lui appartient en rien. Il s'agit soit d'un dépôt, soit d'une extorsion de plus value qu'elle aura elle-même effectuée, soit du fruit de la spéculation, soit d'une somme d'argent, correspondant à une reconnaissance de dette, qu'elle aura créée ex-nihilo. Mais, fondamentalement, chaque centime représente du temps de travail humain, passé ou à venir, qui a contribué à la production d'une marchandise ou d'un service.

A quoi sert une dette ?

Pour une nation, l'Etat "injecte" une certaine quantité de monnaie dans l'économie du pays, en pratiquant la « dépense publique » : en payant ses fonctionnaires, en lançant la construction de nouvelles infrastructures, en entretenant les plus anciennes, en assurant le fonctionnement des services publics, en investissant, etc.

Cet argent, il s'oblige à l'"emprunter", en notre nom, à un organisme qui n'en est même pas légitimement possesseur. Par le jeu des intérêts, une dette n'est qu'un cadeau sans contrepartie pour le prêteur. Ces dépenses devraient, paraît-il, être couvertes, donc "annulées", par les recettes fiscales de l'État. Mais les États et leurs parlements votent systématiquement et volontairement des budgets en déséquilibre, ce qui fait qu'il y a toujours plus de dépenses que de recettes. Cette différence (le déficit public) doit donc être comblée en s'endettant encore un peu plus, en payant donc toujours plus d'intérêts aux prêteurs.

Nous vivons donc au dessus de nos moyens ?

Pas du tout. Il s'agit simplement d'une rengaine bourgeoise destinée à culpabiliser la population laborieuse qui, d'après les capitalistes, se vautrerait dans le luxe de la dépense publique outrancière et justifier ainsi le fait qu'il faut sans cesse s'endetter afin de payer les dettes plus anciennes.

Employer des termes "familiaux" pour parler d'une dette nationale est une petite combine, certes minable, mais utilisée sans compter par nos dirigeants. La dette d'une nation (son origine, son financement et son remboursement) ne peut être comparée à la dette d'une famille qui vient d'acquérir une maison par exemple.

La dépense publique doit correspondre aux besoins collectifs de la Nation, ni plus ni moins. Et nous constatons chaque jour qu'elle est insuffisante.

Parallèlement, on diminue sciemment les recettes, notamment en diminuant les impôts et prélèvements des plus riches et des plus grandes entreprises, en réduisant les salaires, sans parler des niches et de l'évasion fiscales.

Tout est fait pour siphonner l'argent des travailleurs en direction du Capital. C'est un transfert de fonds continu, des classes les moins favorisées (qui travaillent pour manger) vers les plus favorisées (les parasites qui s'approprient l'argent sans travailler).

La production n'a donc plus d'utilité pour les capitalistes en vue d'engranger des profits ?

Bien sûr que si. Quoiqu'il arrive, la "création de richesses" ne peut se faire par l'opération du saint esprit. A la base il y a forcément production de biens ou de services par les travailleurs. Même dans le cas de la spéculation, stade le plus cynique du capitalisme marchand, le spéculateur va acheter à bas prix pour revendre plus cher, tout simplement, et ce, sans bouger de son fauteuil, par deux clics de souris. Mais même ce gain d'argent correspond à une ponction passée ou future sur les fruits du travail salarié. Nous avons donc un système dans lequel les capitalistes, pour des pans entiers de leurs profits, ont évacué la production de biens ou de services (et donc des forces productives) de l'équation, il font de l'argent avec l'argent. Mais quoiqu'on fasse, la moindre « marge » sera issue de la force de travail des prolétaires, qu'ils soient en Chine, en Europe ou en Amérique.

Et la dette dans tout ça ?

La dette est un moyen supplémentaire pour le profit capitaliste. On veut nous faire croire que le capitalisme aspirerait à une sorte d'équilibre, le résultat vertueux d'une gestion de « bon père de famille », ce qui est un non sens. Les États bourgeois ne feront jamais que chercher le déséquilibre maximum en faveur de la bourgeoisie.

Nous vivons au coeur d'une grave crise de surproduction. Les travailleurs ne peuvent acheter tout ce qu'ils produisent, car trop cher et en trop grande quantité (manque de "demande solvable"), la plus value reste en latence. Le taux de profit ne cesse donc de diminuer et les capitalistes doivent trouver des palliatifs pour ponctionner davantage les forces productives, en déclin elles aussi, puisque laminées par ces mêmes capitalistes (guerres, licenciements, délocalisations...). La dette est un de ces palliatifs.

Conclusion

Nous ne voyons rien d'autre que des bourgeois qui nous forcent à emprunter auprès d'autres bourgeois, avec intérêts, l'équivalent monétaire de ce que nous seuls créons par notre travail, équivalent monétaire qu'ils se sont approprié de force par tout un arsenal législatif (arsenal législatif auquel, par ailleurs, ils nous associent tout en perversité au nom de la pseudo démocratie et du pseudo suffrage universel). Paradoxal ? Aucun paradoxe en vue, juste une martingale, juste du capitalisme.

La dette publique est un enfumage. Nous ne devons rien à personne. Les nations ne sont pas endettées. Il faut absolument remettre les choses à l'endroit : ce sont les travailleurs qui sont sommés de prêter, à intérêts négatifs, le fruit de leur travail à une minorité parasite. Nous prêtons dix, ils nous rendent cinq en nous reprochant d'avoir « perdu » les cinq qu'ils empochent.

La dette est un outil de racket de plus, un vulgaire bonneteau destiné à légitimer nos impôts et nos diminutions de salaires, prestations sociales et services publics, afin d'alimenter les sangsues capitalistes.

Conclusion de la conclusion : la dette n'est pas celle des peuples. En Grèce comme dans le monde entier, annulation de la dette, non au paiement de la dette !

Jérôme Lefaure, 28 février 2015

Modifié le vendredi 06 mars 2015

Voir aussi dans la catégorie **Dossiers**



Dossier La Commune de Paris 150e anniversaire

Notre journal La Commune propose à ses lecteurs deux dossiers consacrés au 150e anniversaire de la Commune de Paris : le premier, dans le numéro 127, retrace, à la lecture de La Guerre civile en... >>



Dossier santé

30 004 morts : le bilan du COVID-19 en France est le résultat de 40 ans d'attaques de l'hôpital public ! TOUS COUPABLES ET RESPONSABLES ! En France, la population paye un très lourd tribut humain,... >>



Le projet Macron de réforme des retraites en 10 questions-réponses

L'histoire de notre système de retraites par répartition, celle de sa casse, des « réformes » successives et des discours qui les accompagnent, est essentielle pour comprendre le projet Macron,... >>



Qu'est-ce que l'Union européenne ?



Première partie Nous sommes partisans de la rupture avec l'Union européenne et ses institutions. Nous militons pour l'abrogation des traités dit « européens » et inconditionnellement pour «... »

Un VRAI travail Un VRAI salaire



Comment naît le besoin d'un parti des travailleurs

« Personne ne nous représente ». Cet ouvrier de Roubaix sollicité par le Point 1 à propos des élections exprime la sensation de millions de salariés. Beaucoup de gens ne supportent plus ces... »



Pourquoi militer avec La Commune ?

Notre journal La Commune paraît depuis bientôt vingt-cinq ans. Notre site web met à la disposition de tous quinze années d'archives (articles - documentation - lettres d'information -... »
